

AVIS PUBLIC

AVIS DE PROMULGATION

ENTRÉE EN VIGUEUR DES RÈGLEMENTS N° 313, 314, 315

Lors de sa séance ordinaire tenue le 10 décembre 2024, le Conseil municipal de la Ville de Saint-Césaire a adopté le règlement suivant :

Règlement no 313 pour établir la somme d'argent exigible à verser lors du dépôt d'une demande de révision en matière d'évaluation foncière.

Lors de sa séance extraordinaire tenue le 17 décembre 2024, le Conseil municipal de la Ville de Saint-Césaire a adopté les règlements suivants :

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé.

Règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé.

Toute personne intéressée par ces règlements peut en prendre connaissance aux pages suivantes du présent avis et/ou à l'hôtel de Ville de Saint-Césaire, 1111, avenue Saint-Paul, Saint-Césaire dans les heures d'ouverture.

Ces règlements entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Fait à Saint-Césaire le 18 décembre 2024

M^e Isabelle François, avocate
directrice générale et greffière

Règlement n° 313 pour établir la somme d'argent exigible à verser lors du dépôt d'une demande de révision en matière d'évaluation foncière

**VILLE DE SAINT-CÉSaire
MRC DE ROUVILLE
PROVINCE DE QUÉBEC**

Règlement n° 313 pour établir la somme d'argent exigible à verser lors du dépôt d'une demande de révision en matière d'évaluation foncière

Considérant qu'en vertu de l'article 124 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ c. F-2,1), une personne qui a un intérêt à contester l'exactitude, la présence ou l'absence d'une inscription au rôle relative à un bien dont elle-même ou une autre personne est propriétaire peut déposer auprès de l'organisme responsable de l'évaluation, une demande de révision à ce sujet;

Considérant qu'une telle personne peut notamment :

- 1) Contester l'inscription d'un bien qui n'est pas un immeuble devant être portée au rôle, ou l'omission d'un bien qui est un tel immeuble;
- 2) Contester l'exactitude, la présence ou l'absence d'une inscription visée à l'article 55 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ c. F-2,1);
- 3) Demander la réunion de plusieurs immeubles pour former une unité d'évaluation, ou le fractionnement d'une unité d'évaluation en plusieurs;

Considérant que le Conseil peut, conformément à l'article 263.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ c. F-2,1), adopter un règlement pour rendre obligatoire le versement d'une somme en même temps que le dépôt d'une demande de révision et pour prescrire un tarif afin de déterminer le montant de cette somme, lequel peut prévoir des catégories de demandes;

Considérant l'avis de motion régulièrement donné lors de la séance tenue le 12 novembre 2024;

En conséquence, il est proposé par Jacques Bienvenue

Et résolu que le Conseil municipal adopte le règlement n° 313 pour établir la somme d'argent exigible à verser lors du dépôt d'une demande de révision en matière d'évaluation foncière, lequel règlement décrète ce qui suit :

Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 2

Lors de son dépôt, une demande de révision à l'égard du rôle d'évaluation foncière doit être accompagnée d'une somme d'argent déterminée selon les articles 3 à 5 du présent règlement.

Article 3

Le montant de la somme d'argent exigée en vertu de l'article 2 lors du dépôt d'une demande de révision est fixé selon les catégories suivantes pour chaque unité d'évaluation ou établissement d'entreprise :

- 1) 85 \$, lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est égale ou supérieure à 0 \$ et inférieure à 500 000 \$;

Règlement n° 313 pour établir la somme d'argent exigible à verser lors du dépôt d'une demande de révision en matière d'évaluation foncière

- 2) 350 \$, lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est égale ou supérieure à 500 000 \$ et inférieure à 2 000 000 \$;
- 3) 500 \$, lorsque la demande porte sur unité d'évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est égale ou supérieure à 2 000 000 \$ et inférieure à 5 000 000 \$;
- 4) 1 000 \$, lorsque la demande porte sur une unité d'évaluation dont la valeur foncière inscrite au rôle est égale ou supérieure à 5 000 000 \$; »

Article 4

Les demandes de révision qui ont le même objet et qui sont relatives à des modifications qui concernent la même unité d'évaluation ou le même établissement d'entreprise sont considérées comme une plainte unique lorsqu'elles sont déposées simultanément et qu'elles portent à la fois sur le rôle en vigueur et sur le rôle précédent ou le rôle déposé pour l'exercice financier suivant.

Article 5

La somme d'argent exigée par l'article 2 est payable en monnaie légale ou par chèque visé, mandat de poste, mandat de banque ou ordre de paiement, visé, tirée sur une caisse d'épargne et de crédit à l'ordre de la Ville de Saint-Césaire et aussi par paiement électronique.

À compter de son dépôt avec la demande, cette somme est non remboursable.

Article 6

Le présent règlement s'applique à l'égard d'une demande de révision portant sur un rôle d'évaluation foncière applicable à tout exercice financier à compter de celui de 2025.

Article 7

Le présent règlement abroge et remplace le règlement n° 18 et tout règlement antérieur de la Ville de Saint-Césaire portant sur ce même sujet.

Article 8

Le présent règlement n° 313 entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025.

Luc Forand
Maire

Isabelle François
Directrice générale et greffière

Projet de règlement au Conseil :	2024-11-07 et 2024-11-12
Règlement publié site :	2024-11-12
Avis de motion :	2024-11-12 sous résolution n° 2024-11-335
Règlement au Conseil :	2024-12-05 et 2024-12-10
Règlement publié site :	2024-12-10
Adoption:	2024-12-10 sous résolution n° 2024-12-373

Publication en vertu du règlement n° 2018-260 en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Affiché à l'hôtel de Ville :	2024-12-13
Site web de la Ville :	2024-12-13
En vigueur:	Le 1 ^{er} janvier 2025

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

VILLE DE SAINT-CÉSAIRE
MRC DE ROUVILLE
PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

Considérant que le Conseil municipal a adopté les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2025;

Considérant qu'afin de se procurer les sommes nécessaires pour réaliser ces prévisions budgétaires, il est requis de décréter par règlement les différents taux de taxes, tarifications et compensations ainsi que, en vertu de l'article 252 de la *Loi sur la Fiscalité municipale* (RLRQ., c. F-2.1), les modalités de leur paiement et de fixer le taux d'intérêt sur tout solde de taxes impayées et sur tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville;

Considérant les dispositions contenues à ladite *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ., c. F-2.1) et relatives à la possibilité d'imposer différents taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories d'immeubles;

Considérant les pouvoirs de tarification édictés en vertu des articles 244.1 et suivants de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ c.F-2.1);

Considérant qu'un avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance ordinaire du Conseil municipal tenue le 10 décembre 2024;

En conséquence, il est proposé par

Et résolu que le Conseil municipal adopte le présent règlement portant le numéro 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde de taxes impayées et sur tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville, et ledit règlement statue et décrète ce qui suit, à savoir:

CHAPITRE 1

TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES À TAUX VARIÉS

1. Taxes foncières générales à taux variés

Pour l'exercice financier 2025, il est imposé et il sera prélevé une taxe foncière sur tous les immeubles imposables inscrits ou qui s'inscriront au rôle d'évaluation foncière, suivant le taux particulier de la catégorie à laquelle appartiennent les unités d'évaluation.

2. Catégories d'immeubles

- 1- Catégorie des immeubles non résidentiels
- 2- Catégorie des immeubles industriels
- 3- Catégorie des immeubles agricoles
- 4- Catégorie résiduelle (ou catégorie de base)
- 5- Catégorie terrains vagues desservis
- 6- Catégorie des immeubles forestiers

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

3. Dispositions applicables

Les dispositions des articles 244.29 à 244.58 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chap. F-2.1) s'appliquent intégralement au présent règlement.

4. Taux de base et taux particulier de la catégorie résiduelle

Le taux de base de la taxe foncière générale est fixé à **0,5527 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

Le taux de base est le taux particulier à la catégorie résiduelle.

5. Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à **1,0933 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

6. Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels

Le taux particulier à la catégorie des immeubles industriels est fixé à **1,4500 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

7. Taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles

Le taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles est fixé à **0,5527 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

8. Taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis

Le taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à **0,7460 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

9. Taux particulier à la catégorie des immeubles forestiers

Le taux particulier à la catégorie des immeubles forestiers est fixé à **0,5527 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

CHAPITRE 2

TAXES FONCIÈRES SPÉCIALES

10. Taxe foncière générale spéciale pour le service de la dette

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et aux remboursements en capital des échéances annuelles des emprunts à la charge du territoire de la Ville, une taxe foncière générale spéciale de **0,0568 \$ par 100 \$** de la valeur telle que portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière est imposée et sera prélevée pour l'année 2025 sur tous les immeubles en vertu de la loi et situés sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire.

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

CHAPITRE 3

TARIFICATIONS

11. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 108 est fixée à **37,24 \$ par unité**.
12. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 141 est fixée à **6,72 \$ par unité**.
13. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 205 est fixée à **6,60 \$ par unité**.
14. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 259 est fixée à **3,85 \$ par unité**.
15. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 290 est fixée à **3,03 \$ par unité**.
16. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 307 est fixée à **4,52 \$ par unité**.
17. Qu'il sera créé un code de taxes aux fins de l'avis d'évaluation foncière / Compte de taxes afin de regrouper le total des tarifications spéciales des règlements stipulés aux articles 11 à 16 pour un montant total de **61,96 \$ par unité** tel que précisé à l'Annexe 1 du présent règlement pour en faire partie intégrante.
18. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 205 est fixée à **6,17 \$ par unité**.
19. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 259 est fixée à **9,69 \$ par unité**.
20. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 290 est fixée à **4,23 \$ par unité**.
21. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 307 est fixée à **11,51 \$ par unité**.
22. Qu'il sera créé un code de taxes aux fins de l'avis d'évaluation foncière /Compte de taxes afin de regrouper le total des tarifications spéciales des règlements stipulés aux articles 18 à 21 pour un montant total de **31,60 \$ par unité** tel que précisé à l'Annexe 1 du présent règlement pour en faire partie intégrante.
23. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini selon le bassin de taxation de l'Annexe B en vertu du règlement numéro 173 modifiant le règlement numéro 132 est fixée à **112,2536 \$ par unité**.
24. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini selon le bassin de taxation de l'Annexe C en vertu du règlement numéro 173 modifiant le règlement numéro 132 est fixée à **786,8593 \$ par unité**.
25. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini au règlement numéro 142 est fixée à **578,4817 \$ par unité**.
26. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini au règlement numéro 145 est fixée à **1 164,0470 \$ par unité**.

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

27. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini au règlement numéro 156 est fixée à **1 558,8683 \$ par unité.**

CHAPITRE 4

COMPENSATIONS

28. Que sur les immeubles mentionnés à l'article 204-12 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ., c. F-2.1), soit imposée et prélevée une compensation pour services municipaux sur la valeur non imposable du terrain au taux de **0,6095 \$ par 100,00 \$ d'évaluation.**
29. Que sur les immeubles mentionnés à l'article 204-10 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ., c. F-2.1), soit imposée et prélevée une compensation pour services municipaux sur la valeur non imposable de l'immeuble au taux de **0,50 \$ par 100,00 \$ d'évaluation.**
30. Qu'aux fins du présent chapitre, une résidence de personnes âgées est considérée au même titre qu'un logement servant d'habitation privée si elle comporte des appartements de deux pièces et demie et moins. Dès qu'une telle résidence comporte des appartements de trois pièces et demie et plus, chaque appartement de trois pièces et demie et plus est considéré comme un logement.
31. Qu'une compensation de **140,90 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce, par industrie soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants de tels logements, tels commerces ou telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour le service d'enlèvement et d'élimination des déchets domestiques.
32. Qu'une compensation de **140,90 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce, par industrie soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, tels commerces ou telles industries, pour couvrir les dépenses encourues pour le service d'enlèvement et d'élimination des déchets domestiques. Toutefois, aucune compensation ne sera chargée pour une résidence de personnes âgées, car celle-ci devra être pourvue d'un conteneur à déchets domestiques dont le coût du service sera assumé par le propriétaire.
33. Qu'une compensation de **70,45 \$ par logement** servant d'habitation privée ayant deux pièces et demie et moins, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, pour couvrir les dépenses encourues pour le service d'enlèvement et d'élimination des déchets domestiques. Toutefois, aucune compensation ne sera chargée pour une résidence de personnes âgées, car celle-ci devra être pourvue d'un conteneur à déchets domestiques dont le coût du service sera assumé par le propriétaire.
34. Tout propriétaire d'un bâtiment d'affectation commerciale ou industrielle doit fournir annuellement, entre le 15 octobre et le 15 novembre, la preuve de la location (couvrant l'année civile en cours) d'un conteneur et de l'enlèvement et de l'élimination des déchets domestiques. Suite à la réception de cette preuve, un remboursement pour les déchets domestiques sera émis.
35. Qu'une compensation de **0,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce et par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants de tels logements, tels commerces et telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour le service de la collecte sélective.

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

36. Qu'une compensation de **0,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce et par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, tels commerces et telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour la collecte sélective.
37. Qu'une compensation de **0,00 \$ par logement** servant d'habitation privée ayant deux pièces et demi et moins, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, pour couvrir les dépenses encourues pour la collecte sélective.
38. Qu'une compensation de **85,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants de tels logements, pour couvrir les dépenses encourues pour le service de la collecte des matières organiques.
39. Qu'une compensation de **85,00 \$ par institution**, par commerce et par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants de telles institutions, tels commerces et telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour le service de la collecte des matières organiques.
40. Qu'une compensation de **42,50 \$ par logement** servant d'habitation privée ayant deux pièces et demi et moins, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, pour couvrir les dépenses encourues pour le service de collecte des matières organiques.
41. Qu'une compensation de **110,40 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera un nouveau bâtiment résidentiel, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 240 litres servant à la collecte des matières organiques selon la répartition suivante :

Nombre d'unités	Nombre de bacs 240 litres
1	1
2	2
3	2
4	3

42. Qu'une compensation de **110,40 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera une nouvelle institution, un nouveau commerce, une nouvelle industrie, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 240 litres servant à la collecte des matières organiques. »

Nombre d'unités	Nombre de bacs 240 litres
1	1
2	2
3	2
4	3

43. Qu'une compensation de **110,40 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera un nouveau bâtiment résidentiel, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 360 litres servant à la collecte des matières organiques selon la répartition suivante :

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

Nombre d'unités	Nombre de bacs 360 litres
5	2
6 à 10	3
11 à 17	4
18 à 24	5
25 et plus	6

44. Qu'une compensation de **110,40 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera une nouvelle institution, un nouveau commerce, une nouvelle industrie, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 360 litres servant à la collecte des matières organiques selon la répartition suivante :

Nombre d'unités	Nombre de bacs 360 litres
5	2
6 à 10	3
11 à 17	4
18 à 24	5
25 et plus	6

45. Qu'une compensation de **230,00 \$** pour les premiers 50 000 gallons d'eau (227,30 m³) et l'excédent à **2,73 \$** les mille gallons (0,60 \$/m³) par logement servant d'habitation privée ou d'emplacement servant de commerce, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants de tels logements ou emplacements, pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.
46. Qu'une compensation de **230,00 \$** pour les premiers 50 000 gallons d'eau (227,30 m³) et l'excédent à **2,73 \$** les mille gallons (0,60 \$/m³), par logement servant d'habitation privée ou d'emplacement servant de commerce, soit imposée et prélevée à tous propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements ou emplacements pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.
47. Qu'une compensation de **115,00 \$** pour les premiers 50 000 gallons d'eau (227,30 m³) et l'excédent à **2,73 \$** les mille gallons (0,60 \$/m³), par appartement à louer jusqu'à deux pièces et demie, soit imposée et prélevée à tous propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements ou emplacements pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.
48. Qu'une compensation de **230,00 \$** pour les premiers 50 000 gallons d'eau (227,30 m³) et l'excédent à **3,25 \$** les mille gallons (0,7149 \$/m³), par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants tels emplacements, pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.
49. Qu'une compensation de **230,00 \$** pour les premiers 50 000 gallons d'eau (227,30 m³) et l'excédent à **3,25 \$** les mille gallons (0,7149 \$/m³), par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels emplacements, pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.
50. Qu'une compensation de **100,00 \$** par immeuble servant d'habitation privée, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupants de tels immeubles, pour couvrir les dépenses encourues pour le service de vidange de fosse septique.

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

CHAPITRE 5

AUTRES DISPOSITIONS

51. Les taxes foncières doivent être payées en un versement unique.
52. Toutefois, lorsque le total des taxes foncières est égal ou supérieur à 300\$, celles-ci peuvent être payées, au choix du débiteur, en un versement unique, en deux versements égaux, en trois versements égaux ou en quatre versements égaux.
53. Le versement unique ou le premier versement des taxes foncières municipales doit être effectué au plus tard le trentième jour qui suit l'expédition du compte.
54. Le deuxième versement doit être effectué au plus tard le soixantième jour qui suit le trentième jour de l'expédition du compte.
55. Le troisième versement doit être effectué au plus tard le soixantième jour qui suit l'écoulement du délai au cours duquel peut être effectué le deuxième versement.
56. Le quatrième versement doit être effectué au plus tard le quatre-vingt-dixième jour qui suit l'écoulement du délai duquel peut être effectué le troisième versement.
57. Les modalités de paiement établies au présent règlement s'appliquent aussi aux tarifications et compensations municipales que la Ville perçoit.
58. Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement.
59. Pour l'année 2025, les soldes impayés de taxes, tarifications et compensations portent intérêts au taux annuel de 12 % à compter du moment où ils deviennent exigibles et il en est de même pour tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville, le tout en vertu de la résolution adoptée par le Conseil municipal le 9 décembre 2008 sous le numéro 456-2008.

CHAPITRE 6

DISPOSITIONS FINALES

60. La trésorière de la Ville dressera un rôle de perception prélevant toutes les sommes requises et imposées par le présent règlement.
61. Aux fins des présentes et aux fins de l'imposition de taxes, de compensations et tarifications, le présent règlement a effet sans préjudice et sous réserve de toutes approbations requises pour couvrir la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.
62. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Luc Forand
Maire

Isabelle François
Directrice générale et greffière

Projet de règlement au Conseil :	2024-12-05 et 2024-12-10
Projet de règlement publié site :	2024-12-10
Avis de motion :	2024-12-10 sous résolution n° 2024-12-374
Règlement publié site :	2024-12-17
Adoption:	2024-12-17 sous résolution n° 2024-12-411

Publication en vertu du règlement n° 2018-260 en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Affiché à l'hôtel de Ville :	2024-12-19
Site web de la Ville :	2024-12-19
En vigueur:	2025-01-01

Règlement n° 314 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

ANNEXE 1

CUMULATIF DES TARIFICATIONS SPÉCIALES

<i>Règlement</i>	<i>Taux/unité</i>
Service dette / tarification règlement 108	37,24\$
Service dette / tarification règlement 141	6,72\$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 205	6,60\$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 259	3,85\$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 290	3,03\$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 307	4,52\$
TOTAL secteur Aqueduc	61,96\$

<i>Règlement</i>	<i>Taux/unité</i>
Service dette / tarification règlement 205	6,17\$
Service dette / tarification règlement 259	9,69\$
Service dette / tarification règlement 290	4,23\$
Service dette / tarification règlement 307	11,51\$
TOTAL secteur Égout	31,60\$

Règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

VILLE DE SAINT-CÉSAIRE
MRC DE ROUVILLE
PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement n° 315 fixant le taux de la compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

Considérant que la Ville de Saint-Césaire, est régie par les dispositions de la *Loi sur les Cités et Villes* (RLRQ c. C-19);

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ c. C 47.1), la Ville de Saint-Césaire peut faire des règlements pour pourvoir à l'établissement, à l'acquisition, à l'entretien et à l'administration d'un aqueduc et la fourniture de l'eau;

Considérant qu'un avis de motion a été régulièrement donné lors d'une séance ordinaire du Conseil tenue le 10 décembre 2024;

En conséquence, il est proposé par

Et résolu que le Conseil municipal adopte le présent règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêts sur tout solde impayé et ledit règlement statue et décrète ce qui suit, à savoir:

ARTICLE 1

Le présent règlement portant le n° 315 décrète le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé.

ARTICLE 2

En outre de toute taxe qui peut être requise pour le maintien et l'amélioration de l'aqueduc, les charges ci-après spécifiées, payables annuellement et d'avance le 1^{er} janvier dans certains cas et le 1^{er} juillet et le 31 décembre en d'autres cas, sont imposées à tous propriétaires d'immeubles desservis par l'aqueduc municipal.

Considérant que le Conseil a donné avis public qu'il est prêt à leur fournir l'eau au moyen d'un tuyau de distribution jusqu'à l'alignement de la rue sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire, incluant une partie de l'ancienne paroisse maintenant Ville de Saint-Césaire et une partie du territoire de Sainte-Angèle-de-Monnoir et de Rougemont desservis par l'aqueduc de la Ville de Saint-Césaire suivant les coûts et modalités ci-après spécifiés.

A) Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il n'y a pas de compteurs dans les bâtiments situés sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire.

Règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

a) Un taux uniforme de base établi comme suit:

- | | |
|---|------------------|
| 1) Taux uniforme de base: | 160,00\$ |
| 2) Pour le service d'eau à chaque appartement à louer jusqu'à deux pièces et demie : | 80,00\$ |
| 3) Pour le service d'eau à chaque logement ou appartement à louer de plus de deux pièces et demie : | 160,00\$ |
| 4) Pour le service d'eau à une étable, une porcherie, chambre à lait ou tout bâtiment quelconque exigeant une entrée d'aqueduc secondaire branchée à l'entrée principale : | 160,00\$ |
| 5) Pour le service d'eau à un abreuvoir d'animaux au champ ou à toute autre bâtisse exigeant une entrée d'aqueduc indépendante : | 160,00 \$ |
| 6) Pour les boutiques, magasins, places d'affaires, situés à l'intérieur d'un logement et laquelle boutique, magasin, place d'affaires est exploité par le même occupant, s'il n'y a pas d'entrée d'eau distincte pour ledit commerce ou place d'affaires, il n'y a qu'un taux fixe qui est celui du logement : | 160,00\$ |
| 7) Pour les boutiques, magasins, places d'affaires non couverts par le paragraphe 6 ci-haut : | 160,00 \$ |

B) Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il y a des compteurs dans les bâtiments situés sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire.

- 1) Pour tout consommateur pourvu actuellement de compteur d'eau ou qui le sera dans l'avenir.

a) Un taux uniforme de base établi comme suit :

Pour les classes déterminées à l'article 2 A) a) 1, 3, 4, 5, 6 et 7 :

40 000 gallons OU 181,84 mètres ³	160,00 \$
--	------------------

Pour la classe déterminée à l'article 2 A) a) 2 :

20 000 gallons OU 90,92 mètres ³	80,00 \$
---	-----------------

b) Pour toute consommation excédant ce qui est spécifié au paragraphe précédent :

5,68 \$ / 1 000 gallons	OU
1,25 \$ / mètre³	

Règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

- 2) Pour le service à tous genres d'industries qui fabriquent des produits quelconques pour la revente, pourvues actuellement de compteur d'eau ou tous autres qui sont ou seront alimentés d'eau au moyen de compteur, est chargée toute consommation d'eau au tarif suivant:

6,82 \$ / 1 000 gallons
1,50 \$ / mètre³

- 3) Le consommateur commercial et industriel doit payer un loyer pour le coût et l'entretien du compteur comme suit:

a) Compteur de 1/2 à 5/8"	(.0125 à .015mm)	14,00 \$
b) Compteur de 3/4"	(.020mm)	24,00 \$
c) Compteur de 1"	(.025mm)	35,00 \$
d) Compteur de 1 1/2"	(.040mm)	84,00 \$
e) Compteur de 2"	(.050mm)	105,00 \$
f) Compteur de 3"	(.080mm)	160,00 \$
g) Compteur de 4"	(.100mm)	280,00 \$
h) Compteur de 4"	(.100mm) combiné	390,00 \$

- C)** Tarif minimum payable d'avance le 1er janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il y a des compteurs pour les bâtiments situés hors du territoire de la Ville de Saint-Césaire.

a) Un taux uniforme de base établi comme suit :

- | | |
|---|------------------|
| 1) Pour le service d'eau dans tout logement : | 270,00 \$ |
| 2) Pour le service d'eau à chaque logement ou appartement à louer de plus de deux pièces et demie : | 270,00 \$ |
| 3) Pour le service d'eau à chaque appartement à louer jusqu'à deux pièces et demie : | 135,00 \$ |

- D)** Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il y a des compteurs dans les bâtiments situés sur le territoire desservi par l'aqueduc de la Ville de Saint-Césaire à l'extérieur de ladite Ville.

- 1) Pour tout consommateur pourvu actuellement de compteur d'eau ou qui le sera dans l'avenir:

a) Un taux uniforme de base établi comme suit :

Pour les classes déterminées à l'article 2 A) a) 1, 3, 4,

40 000 gallons ou 181,84 mètres ³	270,00 \$
--	------------------

Pour la classe déterminée à l'article 2 A) a) 2 :

20 000 gallons ou 90,92 mètres ³	135,00 \$
---	------------------

Règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

b) Pour toute consommation excédant ce qui est spécifié au paragraphe précédent :

6,82 \$ / 1 000 gallons
OU
1,50 \$ / mètre³

- 2) Pour le service à tous genres d'industries qui fabriquent des produits quelconques pour la revente, pourvues actuellement de compteur d'eau ou tous autres qui sont ou seront alimentés d'eau au moyen de compteur, est chargée toute consommation d'eau au tarif suivant:

6,82 \$ / 1 000 gallons
OU
1,50 \$ / mètre³

- 3) Le consommateur commercial et industriel doit payer un loyer pour le coût et l'entretien du compteur ou débitmètre comme suit :

a) Compteur de 1/2 à 5/8"	(.0125 à .015mm)	17,00 \$
b) Compteur de 3/4"	(.020mm)	30,00 \$
c) Compteur de 1"	(.025mm)	43,00 \$
d) Compteur de 1 1/2"	(.040mm)	105,00 \$
e) Compteur de 2"	(.050mm)	133,00 \$
f) Compteur de 3"	(.080mm)	200,00 \$
g) Compteur / débitmètre de 4"	(.100mm)	350,00 \$
h) Compteur /débitmètre de 4"	(.100mm) combiné	490,00 \$

ARTICLE 3

- a) La Ville de Saint-Césaire se réserve le droit qu'à défaut du paiement du compte dans un délai de trente (30) jours de son échéance, elle peut interrompre le service après un avis de dix (10) jours.
- b) Lorsque le paiement de la part du contribuable est d'une somme de 5 \$ ou moins, aucune facturation ne sera émise, ni exigible.

ARTICLE 4

La taxe ou compensation pour l'eau est payable par le propriétaire du bâtiment desservi par le réseau d'aqueduc et la créance envers la Ville pour le paiement de cette compensation est considérée comme étant une taxe imposée sur l'immeuble en raison duquel la compensation est due. Pour l'année 2025, les soldes impayés portent intérêt au taux annuel de 12 % à compter du moment où ils deviennent exigibles et il en est de même pour tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville, le tout en référence à la résolution adoptée par le Conseil municipal le 9 décembre 2008 sous le numéro 456-2008.

ARTICLE 5

La Ville de Saint-Césaire ne peut garantir un service continu et nul ne peut refuser en raison de l'insuffisance d'eau de payer la taxe ou compensation annuelle imposée.

Règlement n° 315 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2025 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

ARTICLE 6

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Luc Forand
Maire

Isabelle François
Directrice générale et greffière

Projet de règlement au Conseil :	2024-12-05 et 2024-12-10
Projet de règlement publié site :	2024-12-10
Avis de motion :	2024-12-10 sous résolution n° 2024-12-375
Règlement publié site :	2024-12-17
Adoption:	2024-12-17 sous résolution n° 2024-12-412

Publication en vertu du règlement n° 2018-260 en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Affiché à l'hôtel de Ville :	2024-12-19
Site web de la Ville :	2024-12-19
En vigueur:	2025-01-01